

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
BD Georges Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HAERAUX TECHNOLOGIES

Z.I. de la Malterie
36130 Montierchaume

Références : VI 08/10/2024
Code AIOT : 0010005432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement HAERAUX TECHNOLOGIES implanté Z.I. de la Malterie 36130 Montierchaume. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAERAUX TECHNOLOGIES
- Z.I. de la Malterie 36130 Montierchaume
- Code AIOT : 0010005432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Établissement autorisé par l'arrêté préfectoral n° 36-2017-10-16-002 du 16 octobre 2017.

Rubriques de classement de l'établissement soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées:

- 2565.2.a: Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique (42 000 litres).
- 3260: Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes (42 m³).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Suite de la précédente visite | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 4.3.9.1. | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 2 | Suite de la précédente visite | Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 4 et 5 | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 4 | Suite de la précédente visite | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 7.3.1.1.2. | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 5 | Suite de la précédente visite | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 7.3.4. | Demande d'action corrective | 60 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
| 3 | Suite de la précédente visite | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 7.6.3. | Sans objet |
| 6 | Prévention de la pollution de l'air | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 3.2.4. | Sans objet |
| 7 | Prévention de la pollution de l'air | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 8.1.1.3. | Sans objet |
| 8 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 4.4.1. | Sans objet |
| 9 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 4.1.3. | Sans objet |
| 10 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 4.3.5. | Sans objet |
| 11 | Prévention de la pollution de | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 4.3.9.1 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| | l'eau | | |
| 12 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 4.3.11. | Sans objet |
| 13 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 9.2.3.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-après:

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la précédente visite

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 4.3.9.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration:[...] paramètre Azote: 150 mg/l [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 23 février 2021 il a été constaté : "Les rejets d'eaux industrielles de l'établissement présentent des dépassements récurrents de la valeur limite d'émission en concentration pour le paramètre azote."</p> <p>Des analyses sont réalisées sur les rejets d'eaux industrielles à la sortie de la station physico-chimique de l'établissement avant rejet dans le réseau eaux usées de la Z.I. tous les trimestres par une société agréée.</p> <p>Ces analyses montrent que pour les années 2023 et 2024 il existe toujours des dépassements récurrents de la valeur limite d'émission pour le paramètre azote. Les valeurs varient entre 63 et 755 mg/l pour une limite fixée à 150 mg/l.</p> <p>L'exploitant n'arrive pas à déterminer la cause de ces dépassements malgré les investigations menées (contrôle de la qualité de l'eau de ville, travail sur la station physico-chimique, ...).</p> <p>Constat: Les rejets d'eaux industrielles de l'établissement présentent des dépassements récurrents de la valeur limite d'émission en concentration pour le paramètre azote.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p> |

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 2 : Suite de la précédente visite

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 4 et 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Action RSDE |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4: Rapport de synthèse de la surveillance initiale</p> <p>L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les 6 échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des 6 mesures et les limites de quantification pour chaque mesure; • l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté; • Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit; • des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés; • des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) : <ol style="list-style-type: none"> 1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement; 2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance à l'annexe 5.2 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire; 3. 3.1 Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007); ET 3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent). • des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance; • Le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable). |

Article 5: Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets - Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu:

- de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.
- de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 23 février 2021 il a été constaté:

"L'exploitant n'a pas réalisé le rapport de synthèse suite à la surveillance initiale de l'action RSDE."

L'exploitant indique ne pas avoir reçu de réponse de la DREAL Centre Val de Loire suite à son un courriel dans lequel il demandait des informations au sujet du rapport de synthèse RSDE.

L'inspection va prendre contact avec la personne responsable du dossier à la DREAL Centre Val de Loire pour relancer cette démarche.

Constat: L'exploitant n'a pas réalisé le rapport de synthèse suite à la surveillance initiale de l'action RSDE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Suite de la précédente visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 7.6.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sol est associé à une capacité de rétention.

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 23 février 2021 le constat était le suivant :
"Des substances susceptibles de créer une pollution des eaux et du sol sont stockées hors rétention."

Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté de substance susceptible de créer une pollution des eaux et du sol stockées hors rétention.

Constat: Plus d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite de la précédente visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 7.3.1.1.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu

Prescription contrôlée :

[...] La fermeture des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacle.[...]

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 23 février 2021 il a été constaté :
"La porte coupe feu située près du local de stockage des produits dangereux ne fonctionne pas correctement."

Depuis l'installation d'une détection incendie les portes coupe-feu sont pilotées par cette dernière. Le rapport de vérification de la détection incendie daté du 22 janvier 2024 ne mentionne pas si le bon état de fonctionnement des portes coupe-feu a été vérifié.

Constat: L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les portes coupe-feu de son établissement fonctionnent correctement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

| |
|------------------------------------------------------------|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 5 : Suite de la précédente visite

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 7.3.4. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre |
| Prescription contrôlée : [...] Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.[...] |
| Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 23 février 2021 il a été demandé: "Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance." Le jour de la visite l'exploitant indique ne pas avoir d'étude technique sur les mesures de prévention et les dispositifs de protection contre la foudre réalisée par un organisme compétent. Constat: L'exploitant ne dispose pas d'étude technique relatif au risque foudre. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 6 : Prévention de la pollution de l'air

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 3.2.4. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : |

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs):

| Concentrations instantanées en mg/Nm^3 | Conduit n° 1 | Conduit n° 2 | Conduit n° 3 | Conduit n° 4 | Conduit n° 5 | Conduit n° 6 | Conduit n° 7 | Conduit n° 8 |
|--------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Acidité totale exprimée en H | 0,5 | | 0,5 | | | | 0,5 | |
| H^+F^- , exprimé en F | 2 | | 2 | | | | 2 | |
| Cr total | 1 | | 1 | | | | 1 | |
| CR VI | 0,1 | | 0,1 | | | | 0,1 | |
| NI | 5 | | 5 | | | | 5 | |
| CN | 1 | | 1 | | | | 1 | |
| Alcalins, exprimés en OH^- | 10 | | 10 | | | | 10 | |
| NO_x , exprimés en NO_2 | 200 | | 200 | | | | 200 | |

| | | | | | | | | |
|------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| SO ₂ | 100 | | 100 | | | | 100 | |
| NH ₃ | 30 | | 30 | | | | 30 | |
| PS | | 40 | | 40 | 40 | 40 | | 40 |
| COV | | 110 | | 110 | 110 | 110 | | 110 |
| Formal déhyde | | 20 | | 20 | 20 | 20 | | 20 |

Constats :

Les rejets atmosphériques de l'établissement sont analysés tous les ans par un organisme agréé. Le dernier rapport d'analyses daté du 29 mars 2024 montre le respect des valeurs limites d'émission pour tous les paramètres.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 8.1.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

Prescription contrôlée :

L'établissement consomme moins de 30 tonnes de solvants par an.
L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

Constats :

Le plan de gestion réalisé par l'exploitant pour l'année 2023 indique une consommation de solvants de 0.6 tonnes.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 4.4.1.

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau | | |
| Prescription contrôlée : | | |
| Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : | | |
| Origine de la ressource | Nom de la commune du réseau | Prélèvement maximal annuel (m ³) |
| Réseau public AEP | Montierchaume | 7000 |
| Constats : | | |
| La consommation en eau de ville de l'établissement en 2023 a été de 3 265 m3. | | |
| Pas d'écart constaté. | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | |

N° 9 : Prévention de la pollution de l'eau

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 4.1.3. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection des réseaux d'eau potable |
| Prescription contrôlée : |
| Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. |
| Constats : |
| Le point de raccordement de l'établissement au réseau d'eau potable de la commune est équipé d'un disconnecteur. Le bon état de fonctionnement de ce dernier a été vérifié le 26 juin 2024 par une société agréée. |
| Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Prévention de la pollution de l'eau

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 4.3.5. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet |
| Prescription contrôlée : |
| Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet |

qui présentent les caractéristiques suivantes :

| | |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | N° 1 |
| Nature des effluents | Eaux pluviales |
| Exutoire du rejet | Réseau eaux pluviales de la ZI de la Malterie |
| Traitement avant rejet | Débourbeur-déshuilleur |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Ruisseau de la Fleuranderie |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | N° 2 |
| Nature des effluents | Eaux industrielles + eaux domestiques |
| Exutoire du rejet | Réseau eaux usées de la ZI de la Malterie |
| Traitement avant rejet | STEP physico-chimique (uniquement pour les eaux industrielles) |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Station d'épuration de Châteauroux |

Constats :

Les eaux de ruissellement sont traitées par un débourbeur-déshuilleur avant rejet dans le réseau eaux pluviales de la ZI de la Malterie.

Les eaux industrielles et les eaux domestiques sont rejetées dans le réseau eaux usées de la ZI de la Malterie.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 2

| Paramètre | Concentration moyenne journalière (mg/l) |
|---------------------|------------------------------------------|
| MES | 30 |
| CN | 0,1 |
| F | 15 |
| Azote global | 150 |
| P | 50 |
| DCO | 600 |
| Indice hydrocarbure | 5 |
| AOX | 5 |
| Tributylphosphate | 4 |
| Ag | 0,5 |
| Al | 5 |
| As | 0,1 |

| | |
|--------|------|
| | |
| Cd | 0,2 |
| Cr VI | 0,1 |
| Cr III | 2 |
| CU | 2 |
| Fe | 5 |
| Hg | 0,05 |
| Ni | 2 |
| Pb | 0,5 |
| Sn | 2 |
| Zn | 3 |

Constats :

A l'exception du paramètre azote global (cf point de contrôle n°1), les analyses réalisées sur les rejets aqueux de l'établissement par un organisme agréé tous les trimestres montrent le respect des valeurs limites d'émission en concentration pour tous les paramètres pour l'année 2023 et les deux premiers trimestres de l'année 2024.

Les valeurs de rejets respectent également les valeurs limite des rejets de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 lié à la rubrique 3260.

Pas d'écart constaté sur les valeurs autres que azote global.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention de la pollution de l'eau

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 4.3.11. | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales | |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 1 | |
| Paramètre | Concentration maximale (mg/l) |
| MEST | 35 |
| hydrocarbures totaux | 5 |
| Constats : Le rapport d'analyses réalisé par un organisme agréé et daté du 14 mai 2024 montre le respect des valeurs limites d'émission pour les paramètres MES et hydrocarbures totaux. Pas d'écart constaté. | |
| Type de suites proposées : Sans suite | |

N° 13 : Prévention de la pollution de l'eau

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/2017, article 9.2.3.2 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Effets sur l'environnement : | | |
| Prescription contrôlée : La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit : La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 3 piézomètres situés aux endroits suivants : | | |
| Piézomètre | Paramètres | Fréquence |
| P1 en amont au nord du site | pH | Trimestrielle |
| | Conductivité (µS/cm) | Trimestrielle |
| | Aluminium (mg/l) | Trimestrielle |

| | | |
|----------------------------|--------------------------|---------------|
| | Aluminium (mg/l) | Trimestrielle |
| | Chrome (mg/l) | Trimestrielle |
| | Chrome hexavalent (mg/l) | Trimestrielle |
| P2 en aval à l'est du site | pH | Trimestrielle |
| | Conductivité (µS/cm) | Trimestrielle |
| | Aluminium (mg/l) | Trimestrielle |
| | Chrome (mg/l) | Trimestrielle |
| | Chrome hexavalent (mg/l) | Trimestrielle |
| P3 en aval au sud du site | pH | Trimestrielle |
| | Conductivité (µS/cm) | Trimestrielle |
| | Aluminium (mg/l) | Trimestrielle |
| | Chrome (mg/l) | Trimestrielle |
| | Chrome hexavalent (mg/l) | Trimestrielle |

Constats :

Le site est équipé de trois piézomètres, des prélèvements sont effectués tous les trimestres sur ces derniers.

Les analyses réalisées par un organisme agréé au cours de l'année 2023 et sur les deux premiers trimestres 2024 ne montrent pas de dégradation de la qualité des eaux souterraines.

Pas d'écart constaté.

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|